

<http://www.snetap-fsu.fr/Fixer-l-attention-sur-les-prix-pour-ne-rein-changer.html>



ETATS GENERAUX DE L'ALIMENTATION

# Fixer l'attention sur les prix pour ne rien changer ...

- Nos Actions - Communiqués -

Date de mise en ligne : vendredi 12 janvier 2018

---

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

---

**Alors qu'il avait participé aux débats des États Généraux de l'Alimentation, le Snetap-FSU** a décidé et annoncé dès la fin des ateliers, qu'il ne s'associerait pas à leurs conclusions pour ne pas cautionner le maintien du modèle agricole actuel.

Au vue des éléments présentés le 21 décembre 2017 par le premier ministre, en guise de conclusions de ces États Généraux, le Snetap-FSU confirme ses inquiétudes, notamment pour la formation des futur.es professionnel.les du secteur.

A l'issue des débats et du discours du chef du Gouvernement, en clôture des États Généraux de l'Alimentation, la presse présentait une certaine unanimité des acteurs face à un « travail fructueux ». Pourtant les jours passant il semble que le manque de cadre clair aux différentes annonces fasse disparaître le semblant de consensualité affichée.

Si l'annonce d'un projet de loi sur l'encadrement des prix par Édouard Philippe semble satisfaire l'ensemble de la profession, le Snetap-FSU remarque que les quelques mesures prévues restent pour l'instant très floues dans un contexte où à l'inverse l'accord de libre échange avec le Canada (CETA) se concrétise lui aux antipodes d'une logique de contrôle et de gestion des marchés agricoles. Deux projets antinomiques dont les effets pourront particulièrement affectés les agriculteur.rices et plus particulièrement les plus modestes.

Mais c'est surtout l'absence de remise en cause des modèles agricoles actuels qui pour le Snetap-FSU, confirme la caution de ces États Généraux à l'agro-industrie et à la distribution.

Si quelques pistes semblent être tracées par les annonces gouvernementales notamment autour d'un plan de développement de l'agriculture biologique, celles-ci restent très vagues sans annonces concrètes ni de volonté affichée par des éléments chiffrés. Pour exemple, le doublement de la surface agricole du pays en bio d'ici 2022 est une annonce vaine compte tenu des délais de conversion, de l'absence de précision sur les financements (d'ailleurs actuellement remis en cause), d'objectifs prioritaires sur certaines productions notamment de céréales qui ne sont concernées que par seulement 2,5% des surfaces de céréales en bio.

De la même façon l'objectif de 50% de produits bio, locaux ou écologiques dans la restauration collective ne s'appuie sur aucune mesure effective.

Enfin le Snetap-FSU avait porté tout au long des débats la nécessité de réfléchir aussi à la formation des professionnel.les du secteur, que ce soit par la voie continue ou par la voie initiale. Une question incontournable pour faire évoluer les pratiques de la production, de la transformation et de la distribution.

Mais ce point, encore une fois, est totalement absent des conclusions des États Généraux de l'Alimentation.

**Le Snetap-FSU réaffirme que sans une réelle révolution des modèles de production, de transformation et de distribution des produits agricoles, il n'y aura pas d'amélioration de la rémunération des agriculteur.rices ni de la satisfaction de l'ensemble des consommateur.rices à long terme et encore moins de réponse aux défis environnementaux.**